



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Les-nouveaux-serviteurs>

Les nouveaux serviteurs

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 872 - novembre 1988 -

Date de mise en ligne : mardi 9 juin 2009

Date de parution : novembre 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

André Gorz vient de publier, avec "Les Métamorphoses du travail" (1) une bombe qui est plus porteuse d'espoir que toute l'oeuvre de Marx au siècle dernier. Ceci n'est, hélas, que mon sentiment, car je crains fort que l'idéologie bornée que nous impose, comme un couvercle, "l'élite" des "gens compotitifs" ne parvienne à lui faire faire long feu. N'empêche, quelle densité de réflexion ! Et quel effort, à contrecourant, pour que la critique soit constructive !

Inventions modernes

Le livre commence par une remise au point historique : le travail, au sens où nous l'entendons actuellement, est une invention moderne, née il y a deux siècles, avec le capitalisme manufacturier, puis généralisée à l'ère industrielle. Tout au long de l'histoire, c'était une occupation servile, indigne du citoyen. Ceux qui l'accomplissaient, les esclaves et les femmes, étaient tenus pour inférieurs. L'homme libre était celui qui n'était pas soumis à cette nécessité. L'idée que la liberté, c'est-à-dire le règne de l'humain, ne commence qu'au-delà du règne de la nécessité a été une constante depuis Platon et la philosophie grecque. On la retrouve par exemple, dans Marx pour qui "La liberté... ne commence... qu'au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite".

Dans le monde antique, la sphère économique était celle, privée, de la famille organisée autour des nécessités de la subsistance, elle était hiérarchisée et se trouvait le siège de la plus rigoureuse inégalité. La sphère de la liberté commençait au-dehors de la famille. C'était la sphère publique, "la polis" qui se distinguait aussi de la sphère privée en ce qu'elle ne connaissait que des "égoïsmes", afin qu'elle puisse, justement, être le domaine de la liberté, c'est-à-dire de la recherche désintéressée du bien public, les activités utilitaires en étant exclues. Ainsi, pendant des siècles et des siècles, le travail accompli "à la sueur de son front" pour assurer sa subsistance, n'était pas un facteur d'intégration à la société, bien au contraire. La différence fondamentale entre le travail avant et le travail après le début de l'ère industrielle est que celui-ci n'est plus confiné dans la sphère privée. Il est caractérisé par une activité dans la sphère publique, exercée pour d'autres qui en reconnaissent l'utilité et par conséquent la paient. Il est devenu un facteur d'intégration à la société.

L'irruption de la "rationalité"

Jusqu'à la fin du siècle dernier, la production des biens de consommation n'était pas soumise à l'implacable "rationalité" économique qu'on nous présente aujourd'hui sous le terme de "nécessités économiques".

Le tissage, la culture de la terre, étaient non pas des gagne-pain mais plutôt un mode de vie, régi par des traditions tout à fait irrationnelles au point de vue économique, mais que, pourtant, les marchands capitalistes eux-mêmes respectaient.

André Gorz se réfère à une étude de Max Weber pour montrer que l'esprit capitaliste est entré brutalement en action. Un beau (?) jour, les marchands se sont mis à imposer leur propre intérêt à leurs fournisseurs. La nouveauté, ce fut "l'étroitesse unidimensionnelle, indifférente à toute considération autre que comptable, avec laquelle l'entrepreneur capitaliste pousse la rationalité économique jusqu'à ses conséquences extrêmes".

Alors le travailleur devint un simple accessoire de la machine. Ces "simples soldats de l'industrie... incarnent une humanité dépourvue de son humanité et qui ne peut accéder à celle-ci qu'en s'emparant de la totalité des forces productives de la société".

L'industrialisation permet à l'homme de triompher en dominant les nécessités naturelles, mais elle le contraint à se soumettre aux instruments de cette domination. La révolution industrielle se transforme en bouleversement des valeurs, des rapports sociaux : "L'activité productrice était coupée de son sens, de ses motivations et de son objet pour devenir le simple moyen de gagner un salaire. Elle cessait de faire partie de la vie pour devenir le moyen de "gagner sa vie"..."

C'est ainsi que la "rationalisation" a eu raison de toute aspiration à nous libérer des contingences économiques. En même temps ces "impératifs" nous font perdre tout désir d'autonomie. Aliéné dans son travail, l'individu l'est par suite, dans ses consommations, et finalement dans ses besoins : s'il n'y a pas de limite à la quantité d'argent qui peut être gagnée, il n'y a plus de limite aux besoins que l'argent permet d'obtenir et il n'y a plus de limite aux besoins d'argent. La "monétarisation du travail et des besoins" fait sauter les limites que la philosophie, ou la morale, pouvait fixer.

L'utopie du travail chez Marx

Gorz analyse la riposte que Marx incita les travailleurs à opposer à cette révolution capitaliste. C'est l'utopie de l'autogestion et du "contrôle ouvrier" : chaque individu doit pouvoir par et dans son travail, s'identifier avec la totalité indivise de tous ("le travailleur collectif") et trouver dans cette identification son accomplissement personnel total. Le Plan doit être l'ensemble des objectifs donnant à la société, en chacun de ses membres, la maîtrise à la fois de la Nature et de l'entreprise sociale tendant à la maîtriser. Or ce plan est une vue de l'esprit, irréalizable à cause de la complexité, de l'étendue et des rigidités de l'appareil de production dans son ensemble. Il est en effet impossible de réaliser une autogestion collective à pareille échelle ! Alors l'établissement du Plan fut confié à une émanation de la conscience collective, un sous-groupe spécialisé : les instances du Parti, c'est-à-dire de l'Etat. Et la morale socialiste fit de la réalisation du Plan un impératif motivé par la foi en la Raison dont le Parti était l'incarnation et l'instrument, tout à la fois. Ainsi naquit le totalitarisme soviétique. Il est impossible de rapporter ici toute la richesse de l'analyse d'A. Gorz. Elle fera sans doute bondir les inconditionnels, mais elle séduit les autres par son objectivité, par la méthode scientifique avec laquelle elle est menée.

Halte là !

La conclusion s'impose avec clarté : la rationalisation économique a atteint sa limite et il est absurde et suicidaire de vouloir la pousser au-delà, comme le font tous ceux qui avec Lionel Stoleru disent que la vague de progrès technologiques va permettre de "créer ailleurs dans l'économie (ne serait-ce que dans les loisirs) de nouveaux champs d'activité" c'est-à-dire des emplois rémunérés. Cela revient à "économiser" dit André Gorz, à faire rentrer dans la sphère économique, des activités qui n'y ont pas leur place, afin de créer des emplois de serveurs, et non pas des activités utiles à la société. Il s'agit en fait de faire faire par d'autres des tâches n'ayant d'autre but que d'augmenter la vie de ceux qui sont déjà privilégiés par un emploi bien rémunéré. C'est creuser le fossé entre les deux parties honteusement inégales de notre société. C'est priver une majorité d'autres humains de la libération des tâches matérielles que les progrès rendent possibles pour tous.

La quête du sens : Un idéal pour la gauche

Au lieu de vous battre pour "créer des emplois", n'importe quel emploi, pour n'importe quelle tâche absurde, ou inutile, ou nuisible, et à n'importe quel prix, dit A. Gorz aux travailleurs et, en particulier, aux syndicats, battez-vous plutôt pour une réduction massive, programmée de la dureté inégale du

travail hebdomadaire (2). Avec un tel objectif, par exemple une réduction de 5 heures par semaine au cours des 5 ans à venir, c'est un véritable partage du travail entre tous (le plein emploi - réduit - pour tous) qui se mettra en place et vers lequel l'ensemble de la société s'organisera. Car une politique de réduction du temps de travail ne doit pas se limiter aux seuls emplois non qualifiés, ce qui accentuerait encore la dualité de notre société.

La réduction généralisée de la durée du travail est un choix de société qui a pour double objectif de libérer pour tout le monde le temps de développer, hors de son travail, les possibilités personnelles, qui lui permettent de s'épanouir en tant qu'individu, et de faciliter l'accès aux emplois qualifiés à un nombre de plus en plus grand de gens. En passant, A. Gorz réfute les arguments "réalistes" de ceux qui veulent faire croire que cette "démocratisation" n'est pas possible... Mais attention, il s'agit de gouverner "un processus qui exige de moins en moins de travail et crée de plus en plus de richesses". Donc cette réduction programmée de la durée du travail ne doit pas entraîner de diminution du pouvoir d'achat. Il reste à savoir comment parvenir à ce résultat.

A. Gorz en arrive "au deuxième chapitre" de Guy Aznar et conclut : "On retrouve finalement, par ce biais, un système qui rappelle la monnaie de distribution théorisée dans les années 1930 par Jacques Duboin et le mouvement distributiste et l'idée d'un revenu social qui a pour fonction non de donner à chacun selon son travail mais d'assurer la distribution des richesses socialement produites".

Néanmoins, il semble qu'A Gorz n'ait pas encore fait porter la rigueur de son analyse sur le rôle de la monnaie. Ce livre lui ayant coûté deux ans de réflexion, attendons pour cela, dans deux ans, le prochain.

Marie-Louise DUBOIN

(1) "Métamorphoses du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique" par André Gorz. Edition Galilée Collection d'Ébats - 300 pages : 135 F.

(2) ou du travail mensuel, ou du travail annuel (1000 heures par an ?), ou dans la vie, peu importe et je ne comprends pas pourquoi ce point attire l'attention critique des économistes.